

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE

Québec, le 17 septembre 2021

AUX PRÉSIDENTES-DIRECTRICES GÉNÉRALES, PRÉSIDENTS-DIRECTEURS GÉNÉRAUX, DIRECTRICES GÉNÉRALES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

AUX DIRECTRICES ET DIRECTEURS DES RESSOURCES HUMAINES, DES COMMUNICATIONS ET DES AFFAIRES JURIDIQUES DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX

Mesdames,
Messieurs,

Depuis l'annonce de la vaccination obligatoire le 7 septembre dernier, plusieurs employés du réseau de la santé et des services sociaux ont manifesté leurs inquiétudes en regard de cette nouvelle orientation. Il appert que certaines personnes sont affectées par l'obligation de vaccination et nous vous invitons en ce sens à faire preuve de créativité dans le déploiement de mécanismes de communication pour inciter le personnel à se faire vacciner ainsi qu'à explorer différentes mesures de soutien qui pourraient être offertes aux employés (offre des services du PAE, discussion avec un spécialiste en prévention et contrôle des infections, etc.), si ce n'est déjà fait.

Par ailleurs, plusieurs établissements ont porté à notre attention que certains employés du RSSS comptaient demander à leur médecin traitant un certificat médical contre-indiquant la vaccination (ex. : anxiété, stress, peur du vaccin, allergie, immunosuppression, maladie chronique), et ce, afin de se soustraire aux mesures prévues au décret à venir, dont la réaffectation ou le retrait du travail sans solde.

Pour prévenir ces situations, nous avons adressé une lettre au Collège des médecins du Québec et à l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec leur demandant de sensibiliser et de solliciter la vigilance de leurs membres concernant des demandes potentielles d'attestation médicale découlant du refus de la vaccination chez certains employés du RSSS. Nous avons profité de cette occasion pour les informer que les services de santé et de sécurité du travail ainsi que leurs médecins désignés seraient très vigilants lors du dépôt de pièces justificatives médicales liées à la vaccination et assureraient un suivi très rigoureux de ces dossiers. Nous vous invitons à communiquer ces mêmes messages aux directrices et directeurs des services professionnels de votre établissement qui pourront à leur tour sensibiliser les médecins, infirmiers et infirmières sous leur gouverne.

... 2

Enfin, soyez assurés que les équipes du MSSS travailleront en étroite collaboration avec les différents répondants des directions des ressources humaines, des communications et des affaires juridiques de vos établissements pour clarifier les modalités d'application du décret à venir et répondre promptement aux différentes interrogations.

La sous-ministre adjointe,



Josée Doyon

- p. j. Lettre au président du Collège des médecins du Québec
Lettre au président de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec
- c. c. Directeurs des ressources humaines, des communications et des affaires juridiques des établissements publics du réseau de la santé et des services sociaux
Présidentes-directrices générales adjointes et présidents-directeurs généraux adjoints des établissements publics de santé et de services sociaux
Vincent Lehouillier, MSSS
Dominique Savoie, MSSS

N/Réf. : 21-RH-00316